
ASSEMBLÉE NATIONALE

ENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi 200
(PRIVÉ)



Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal

Première lecture

Présenté par
M. Patrice Laplante
Député de Bourassa

Projet de loi 200

(PRIVÉ)

Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal

ATTENDU que la Ville de Montréal a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 102 des lois de 1959-1960, soit modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 521 de la Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, chapitre 102), modifié par l'article 148 du chapitre 55 des lois de 1972, par l'article 46 du chapitre 77 des lois de 1977 et par les articles 9 du chapitre 40 et 8 du chapitre 41 des lois de 1980, est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

«3° Fixer le montant, les conditions et les modalités d'émission des permis et licences relevant de l'autorité de la ville; statuer sur leur révocation;».

2. L'article 522 de cette charte, modifié par l'article 27 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, l'article 54 du chapitre 59 des lois de 1962, l'article 19 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), l'article 9 du chapitre 71 des lois de 1964, l'article 23 du chapitre 86 des lois de 1966-1967, l'article 47 du chapitre 77 des lois de 1977 et l'article 16 du chapitre 22 des lois de 1979, est modifié:

1° par l'insertion après le paragraphe 1° du paragraphe suivant:

«1a° Verser du domaine public au domaine privé de la ville les terrains acquis à des fins de rues ou de ruelles lorsqu'il appert d'un rapport du directeur du service compétent que ces rues ou ruelles ne sont pas aménagées ni utilisées par le public pour ces fins;»;

2° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

« 2° Se faire établir par ses officiers l'alignement et le niveau de toute rue, ruelle et place publique, obliger quiconque fait une construction sur une rue, ruelle ou place publique à en obtenir, de la ville, l'alignement et le niveau et à signer un procès-verbal à cet effet, dont il peut obtenir copie à demande et contre paiement d'une somme fixée par résolution du comité exécutif; ».

3. L'article 528*b* de cette charte, édicté par l'article 24 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session) et modifié par l'article 24 du chapitre 71 des lois de 1982, est remplacé par le suivant:

« **528*b*.** Le conseil peut aussi exercer par résolution les pouvoirs prévus au paragraphe 5° de l'article 520, au paragraphe 1*a*° de l'article 522, au paragraphe 10° de l'article 526, au paragraphe 9° de l'article 527 et aux paragraphes 3°, 4°, 6° et 11° de l'article 528. ».

4. L'article 543*b* de cette charte, édicté par l'article 26 du chapitre 71 des lois de 1982, est modifié par le remplacement du paragraphe 24 par le suivant:

« 24. Les cotisations sont décrétées à l'endroit des contribuables qui tiennent une place d'affaires au cours de l'exercice financier pour lequel le budget est déposé. Le contribuable qui commence à occuper ou qui cesse d'occuper une place d'affaires en cours d'année est tenu de payer la cotisation au prorata seulement de son occupation. Une occupation survenant ou cessant après le premier jour d'un mois est réputée être une occupation survenant ou cessant le premier jour du mois suivant. ».

5. L'article 594 de cette charte est modifié:

a) par le remplacement au deuxième alinéa du mot « quarante » par le mot « vingt »;

b) par la suppression de la dernière phrase du troisième alinéa.

6. L'article 652 de cette charte, modifié par les articles 24 et 77 des lois de 1979, est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

« *a)* des recettes probables de la taxe foncière, de la taxe de l'eau, de la taxe de services et de la taxe d'affaires de l'exercice suivant, calculées de la manière indiquée à l'article 653, ainsi que des versements par les propriétaires fonciers autres que la ville de répartition d'améliorations locales à échoir durant l'exercice; ».

7. L'article 787*a* de cette charte, édicté par l'article 66 du chapitre 59 des lois de 1962 et modifié par l'article 33 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 15 du chapitre 76 des lois de 1972, l'article 113 du chapitre 77 des lois de 1977, les articles 38 et 68 du chapitre 40 des lois de 1980 et l'article 58 du chapitre 71 des lois de 1982, est de nouveau modifié par la suppression, au paragraphe *d* du premier alinéa, des mots « lorsque cette modification est occasionnée par l'enfouissement des fils électriques ou leur déplacement hors rue ».

8. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 788, de l'article suivant:

« **789.** La ville peut, par règlement, accorder au propriétaire d'un immeuble une subvention pour compenser une augmentation de la taxe foncière générale, à l'exclusion de la taxe scolaire, excédant 10% de la moyenne d'augmentation de l'impôt foncier général.

Le règlement détermine les catégories d'immeubles pouvant bénéficier de la subvention. Il établit la méthode de calcul de la moyenne d'augmentation de l'impôt foncier général et il édicte toute autre modalité relative à cette subvention. ».

9. Le paragraphe *s* de l'article 803 de cette charte est abrogé.

10. L'article 813 de cette charte est remplacé par le suivant:

« **813.** Le comité exécutif peut, dans l'intérêt des bonnes moeurs ou de l'ordre public, refuser l'émission de tout permis ou licence ou annuler tout permis ou licence. ».

11. L'article 814 de cette charte, modifié par les articles 35, 72 et 82 du chapitre 22 des lois de 1979, est remplacé par le suivant:

« **814.** La ville peut, à la discrétion du conseil, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, imposer et percevoir sous forme de permis ou de licence, les taxes spéciales prévues par la section 3 du présent chapitre. ».

12. L'article 892 de cette charte, modifié par l'article 473 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

« Au moins un mois avant la date fixée pour la vente, le shérif fait paraître cet avis dans un journal quotidien français et un journal quotidien anglais publiés dans la ville. Il fait également publier dans la *Gazette officielle du Québec* un avis mentionnant dans quel journal et à quelle date ont été faites les publications dans les journaux. ».

13. L'article 964*c* de cette charte, édicté par l'article 45 du chapitre 40 des lois de 1980 et modifié par l'article 23 du chapitre 41 des lois de 1980, est de nouveau modifié par la suppression des mots «résidentiels, industriels et commerciaux».

14. L'article 984*a* de cette charte, édicté par l'article 18 du chapitre 76 des lois de 1972 et modifié par l'article 136 du chapitre 38 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement de l'expression «à plus de 75 pieds» par l'expression «à au moins 15 mètres».

15. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 1018, de l'article suivant:

«**1019.** La ville peut répartir entre les propriétaires riverains la totalité ou une partie du coût de la construction de mails, couverts ou non, ou d'abris.

Cette répartition s'effectue en fonction du nombre de mètres de front des immeubles et elle est assujettie aux autres règles de ce titre concernant les travaux municipaux et les taxes d'améliorations locales. ».

16. L'article 1140 de cette charte, remplacé par l'article 170 du chapitre 77 des lois de 1977 et modifié par l'article 76 du chapitre 71 des lois de 1982, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement, au deuxième alinéa, des mots « au Bureau des véhicules automobiles » par les mots « à la Régie de l'assurance automobile du Québec »; et

2° par l'insertion, après le quatrième alinéa, de l'alinéa suivant:

« Malgré l'article 1131, la signification d'une sommation pour une infraction à une disposition d'une loi ou d'un règlement visé au premier alinéa est légalement faite en l'adressant par la poste ordinaire à l'adresse du contrevenant fournie à la ville par la Régie de l'assurance automobile du Québec. ».

17. L'article 1140*b* de cette charte, remplacé par l'article 77 du chapitre 71 des lois de 1982, est modifié par la suppression des paragraphes 7 et 8.

18. L'article 1140*e* de cette charte, édicté par l'article 77 du chapitre 71 des lois de 1982, est remplacé par les suivants:

«**1140e.** 1. Un huissier, un membre du service de police de la Communauté urbaine de Montréal ou toute personne que désigne le comité exécutif peut faire immobiliser, remorquer et remiser un véhicule immatriculé au nom d'une personne qui, depuis le 1^{er} mai 1980, a commis au moins quatre contraventions relatives à quelque disposition

d'une loi ou d'un règlement de circulation ou de stationnement et qui n'a pas acquitté les amendes et les frais qui lui sont réclamés, lorsqu'au moins une condamnation a été prononcée à l'égard de l'une des contraventions et que la pénalité imposée est demeurée impayée à l'expiration du délai fixé par la cour, ou lorsqu'au moins une sommation relative à l'une de ces contraventions a fait l'objet d'une tentative de signification infructueuse, à l'adresse du contrevenant fournie à la ville par la Régie de l'assurance automobile du Québec.

2. Toutefois, lorsque le véhicule d'un contrevenant est immatriculé à l'extérieur du Québec, il suffit, pour que les mesures prévues au paragraphe 1 puissent être appliquées à l'égard de ce véhicule, que quatre contraventions soient impayées à l'expiration du délai imparti dans chaque cas, sauf si le contrevenant a signifié par écrit à la cour un avis d'intention de contester l'une des quatre contraventions en fournissant son identité et son adresse auquel cas les conditions du paragraphe 1 s'appliquent.

3. L'immobilisation ou le remorquage d'un véhicule peut s'effectuer en tout endroit sur le domaine public de la ville ou sur tout terrain appartenant à la ville.

4. Lorsqu'un véhicule est immobilisé, un avis est déposé dans un endroit apparent de ce véhicule, en vue d'avertir le conducteur que le véhicule a été immobilisé, que toute tentative de le déplacer peut l'endommager et l'avis indique les mesures à prendre pour obtenir l'enlèvement de l'appareil d'immobilisation.

5. Lorsqu'un véhicule a été immobilisé ou remorqué en vertu du paragraphe 1, le contrevenant ne peut reprendre possession du véhicule que si,

a) à l'égard de toute condamnation rendue relativement à une contravention de circulation ou de stationnement, il paie le montant de l'amende et des frais, même si un mandat d'emprisonnement ou un bref de saisie a déjà été émis; et

b) à l'égard d'une contravention pour laquelle jugement n'a pas encore été rendu

i) il paie le montant de l'amende minimale exigée à titre de paiement libératoire, et les frais, ou

ii) il fournit un cautionnement d'un montant égal à celui de l'amende minimale exigée à titre de paiement libératoire pour chacune des contraventions, et les frais.

6. Les frais comprennent tous les frais encourus, y compris ceux relatifs à l'immobilisation, au remorquage et au remisage du véhicule.

7. Le cautionnement fourni par un défendeur en vertu du paragraphe 5 lui est remis, en totalité ou en partie, selon que le défendeur est acquitté ou condamné à une peine inférieure au montant versé; s'il est condamné à une peine égale ou supérieure, le cautionnement est alors affecté immédiatement au paiement de l'amende et des frais.

8. Malgré le paragraphe 5, les personnes autorisées par le comité exécutif peuvent, en tout temps, consentir à la remise d'un véhicule à un défendeur.

9. Lorsqu'un véhicule remorqué conformément au présent article a été remis pendant soixante jours, sans que le propriétaire de ce véhicule n'ait satisfait aux conditions prévues au paragraphe 5, le véhicule peut être vendu par huissier, et les dispositions du Code de procédure civile relatives à la vente en justice d'un bien mobilier s'appliquent, en les adaptant.

Le produit de la vente est affecté d'abord aux frais de vente, d'immobilisation, de remorquage et de remisage; le reliquat est versé à la ville jusqu'à concurrence du montant des amendes et des frais judiciaires relatifs aux contraventions demeurrées impayées.

La vente d'un véhicule en vertu du présent paragraphe n'a pas pour effet de purger la dette d'un défendeur envers la ville si le produit de cette vente ne suffit pas à couvrir la totalité des amendes et des frais réclamés au défendeur.

10. Une personne dont le véhicule a été immobilisé ou remorqué en vertu du présent article peut demander à la cour municipale de réviser une décision administrative relative à ce véhicule, s'il appert que cette décision découle d'une application erronée d'une disposition du présent article.

11. Le conducteur d'un véhicule arrêté ou stationné, qui est informé que son véhicule fait l'objet d'une vérification aux fins de l'application d'une mesure prévue aux paragraphes 1 ou 2, ne doit pas le remettre en marche jusqu'à ce qu'on l'autorise à le faire. La vérification doit s'effectuer avec diligence et ne pas excéder 30 minutes. Le conducteur qui ne se conforme pas au présent paragraphe peut être arrêté sur-le-champ et commet une infraction pour laquelle il est passible d'une amende de 100 \$ à 500 \$.

12. Le présent article a effet malgré toute disposition d'une loi générale ou spéciale.

« **1140f**. Le conseil peut, par règlement, fixer le montant des frais d'immobilisation, de remorquage, de remisage et de perception qui doivent être payés par le contrevenant dont le véhicule fait l'objet d'une mesure prévue aux articles 1140*b* et 1140*e*. Ces frais appartiennent

à toute personne désignée par le comité exécutif pour exécuter un programme en vue de l'application de ces articles. ».

19. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 1164, de l'article suivant:

« **1164a.** Sous réserve de l'article 95 du Code de procédure civile, ne peuvent être mises en question devant les tribunaux du Québec, si le greffier de la ville n'en a pas été avisé au moins dix jours avant la date de l'audition, ni la constitutionnalité d'un article de la charte ni la validité d'un règlement, d'une ordonnance ou d'une résolution de la ville.

L'avis est donné par la partie qui entend soulever la question: il doit contenir à la fois l'énoncé de la prétention et l'exposé des moyens, qui seront les seuls sur lesquels le tribunal pourra prononcer. ».

20. L'article 92 du chapitre 71 des lois de 1982 est remplacé par le suivant:

« **92.** La Ville de Montréal peut, par règlement, imposer et prélever une surtaxe d'au plus 0,35 \$ par cent dollars d'évaluation pour son exercice financier 1984 et d'au plus 0,25 \$ par cent dollars d'évaluation pour son exercice financier 1985 sur les immeubles dont la valeur imposable inscrite au rôle d'évaluation excède 100 000 \$ et qui sont classés dans les catégories I et II déterminées et définies par le règlement 1976-I de la Commission municipale du Québec adopté le 29 décembre 1976 et modifié par le règlement 1977-I de la Commission adopté le 21 janvier 1977 en vertu de la Loi concernant le déficit olympique de la Ville de Montréal et modifiant la Charte de la Ville de Montréal (1976, chapitre 52). Cette surtaxe ne s'applique qu'au montant de la valeur imposable qui excède 100 000 \$.

La ville peut désigner les secteurs dans lesquels elle entend prélever cette taxe dans le cas des immeubles de la catégorie I.

Cette surtaxe est garantie par privilège sur ces immeubles et les propriétaires en sont personnellement responsables. ».

21. Sont ratifiées à toutes fins que de droit:

l'entente intervenue entre la ville et la Commission de la Caisse de retraite de certains employés municipaux, le 17 mars 1983, sous le numéro 4598 du répertoire de Me Normand Latreille, notaire;

l'entente à intervenir entre la ville et la Commission de la Caisse de retraite des fonctionnaires municipaux et la Commission du régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal, approuvée par la résolution

numéro 83 02467 du conseil municipal en date du 12 avril 1983 et déposée aux archives de la ville;

l'entente à intervenir entre la ville et la Commission de retraite des fonctionnaires municipaux et la Commission du régime de retraite des fonctionnaires de la Ville de Montréal, approuvée par la résolution numéro 83 02466 du conseil municipal en date du 12 avril 1983 et déposée aux archives de la ville;

l'entente à intervenir entre la ville et la Commission de la Caisse de retraite des fonctionnaires municipaux et la Commission du régime de retraite des contremaîtres de la Ville de Montréal, approuvée par la résolution numéro 83 04408 du conseil municipal en date du 22 juin 1983 et déposée aux archives de la ville.

22. Le paragraphe *a* de l'article 5 s'applique à la dette contractée par la ville pour les dépenses encourues à compter du 1^{er} janvier 1983.

23. La formule 33 de cette charte, modifiée par l'article 178 du chapitre 77 des lois de 1977, est remplacée par la suivante:

« 33.—(*Article 883*)

Bref de saisie pour recouvrement de taxes

Province de Québec,
Ville de Montréal.

Dans la Cour municipale
de la Ville de Montréal.

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

Dette			À tout huissier de la Cour municipale de la Ville de Montréal
Intérêt			
Frais			
Bref			
\$			

Attendu que..... (*nom et désignation du débiteur*)
a été sommé par le directeur des finances de la ville de payer entre
ses mains, pour et au nom de la ville, la somme de.....,
montant dû par lui à ladite ville, comme il appert au rôle de perception
des taxes foncières pour l'année mil neuf cent.....

(*s'il s'agit d'un autre rôle, modifier la formule en conséquence*) et attendu que ledit a négligé et refusé de payer au directeur des finances de la ville, dans le délai prescrit par la loi, ladite somme de, il vous est ordonné, en conséquence, par les présentes, de saisir sans délai les marchandises et effets mobiliers sujets au privilège garantissant ces taxes;

et si la somme précitée n'est pas payée, avec les frais légaux de la saisie, dans les huit jours de sa date, vous vendrez alors, le jour qu'il vous sera indiqué par ledit directeur des finances, les biens et effets ainsi détenus par vous et lui paierez les deniers provenant de cette vente, afin qu'il les applique conformément aux prescriptions de la loi et qu'il rende le surplus, s'il en est, sur demande, audit ou à ses ayants droit; et si telle saisie ne peut avoir lieu faute d'effets saisissables, vous m'en ferez rapport afin que soient adoptées telles procédures que de droit.

Donné sous le seing du greffier de la Cour municipale, à Montréal, ce jour d 19

(*signature du greffier de la cour*)
Greffier de la Cour municipale. ».

24. L'article 172 de cette charte, modifié par l'article 19 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, par l'article 14 du chapitre 96 des lois de 1971 et par l'article 5 du chapitre 71 des lois de 1982, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

“Le conseil peut également établir par règlement une caisse commune dans laquelle sont déposées les contributions de plusieurs régimes supplémentaires de rentes de ses employés et où les actifs de ces régimes perdent leur identité propre. ».

25. Le paragraphe *b* de l'article 5 est déclaratoire.

26. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des Lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

27. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.